

Face à la croissance économique mondiale qui stagne, l'ONU appelle à faire front commun et améliorer les politiques financières

Image not found or type unknown

o

New York, 14 janvier (RHC) Malgré un rebond en 2021, la reprise économique mondiale s'essouffle et les projections à deux ans laissent entrevoir de légers reculs avec « des perspectives difficiles », avertit une nouvelle étude de l'ONU.

Cette étude prévient que la pandémie de Covid-19 a exacerbé la pauvreté et les inégalités, appelle à combler les écarts d'inégalité au sein des pays et entre eux et à travailler en solidarité.

« Le moment est venu de combler les écarts d'inégalité, tant au sein des pays qu'entre eux. Si nous travaillons de manière solidaire, comme une seule famille, nous pouvons faire de 2022 une année de véritable reprise pour les personnes et les économies », a déclaré le Secrétaire général des Nations unies, António Guterres, à l'occasion de la publication.

L'édition 2022 du rapport des Nations Unies sur la situation et les perspectives de l'économie mondiale (WESP), publié jeudi, constate qu'après une période favorable de reprise économique mondiale avec une croissance de 5,5% en 2021, le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU prévoit que l'activité mondiale augmentera de 4% en 2022 et de 3,5% en 2023.

L'étude signale quatre facteurs comme étant les principaux moteurs de ce déclin : les nouvelles vagues d'infections à la Covid-19, les difficultés persistantes sur le marché du travail, les problèmes prolongés de chaîne d'approvisionnement et les pressions inflationnistes croissantes.

Malgré une solide amélioration des performances économiques au cours de l'année écoulée, sous l'effet de dépenses de consommation élevées et d'un certain rebond des investissements, ainsi que d'échanges de marchandises dépassant les niveaux antérieurs à la pandémie, la croissance a considérablement ralenti à la fin de 2021, en particulier en Chine, aux États-Unis et dans l'Union européenne, souligne le WESP 2022.

Ce ralentissement est dû en partie à la phase finale des plans de relance économique et budgétaire, ainsi qu'à des perturbations majeures dans les chaînes d'approvisionnement.

Dans une période de reprise mondiale « fragile et inégale », le rapport appelle à « des mesures politiques et financières mieux ciblées et coordonnées aux niveaux national et international », a noté le M. Guterres.

Avec le variant Omicron hautement transmissible de la Covid-19 qui déclenche de nouvelles vagues d'infections, le bilan humain et économique de la pandémie devrait encore s'alourdir.

Pour sa part le chef du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, Liu Zhenmin, a souligné qu'une reprise « inclusive et durable » de l'économie mondiale « ne peut être atteinte sans une approche mondiale coordonnée et soutenue pour arrêter la Covid-19, qui comprenne l'accès universel aux vaccins ».

Après une croissance de 3,8% en 2021, la production globale en Afrique devrait augmenter de 4% en 2022. La reprise est soutenue par l'amélioration des taux d'investissement et par une forte augmentation des exportations et des prix des produits de base. Cette dernière permet aux exportateurs africains de produits de base de disposer d'une certaine marge de manœuvre budgétaire, alors qu'ils ont été frappés par la chute des prix des produits de base ces dernières années.

Toutefois, la reprise économique dans les pays tributaires du tourisme est fragile et sujette à de nouveaux chocs sur les voyages internationaux.

La balance des risques reste orientée à la baisse, les pays africains étant confrontés à un environnement extérieur très incertain. De nouveaux variants pourraient entraîner une nouvelle vague d'interdictions de voyager, ce qui nuirait au tourisme et à l'acheminement de biens essentiels vers l'Afrique.

Les changements imminents de la politique monétaire dans les grandes économies, y compris les États-Unis et l'Europe, pourraient provoquer un resserrement soudain des conditions financières à un moment où les gouvernements africains s'efforcent de contenir la dette publique et sont confrontés à des besoins élevés de dépenses de développement et à des difficultés pour mobiliser des recettes supplémentaires.

Les risques intérieurs liés à des événements météorologiques extrêmes dus au changement climatique et à une éventuelle escalade des situations sécuritaires tendues pèsent également sur les perspectives de plusieurs pays.

Aussi, la plupart des économies africaines sont toujours sous l'emprise de la pandémie et plusieurs d'entre elles connaissent leurs plus fortes vagues d'infection en raison de la propagation du variant Omicron.

La population africaine reste malheureusement la plus sous-vaccinée au monde (10%), car les difficultés d'accès aux vaccins, à la logistique et aux infrastructures, ainsi que l'hésitation et la rétention des pays développés ont empêché une vaccination plus rapide sur le continent, avec des conséquences désastreuses pour la santé publique et le développement.

L'instabilité politique intérieure perturbe également les vies et déprime les investissements dans toute la région, alors que des tensions majeures s'accumulent dans et entre plusieurs pays africains. Les conflits et les troubles aggravent les problèmes existants, tels que la pauvreté, le chômage, l'insécurité alimentaire et les déplacements internes, qui sapent le potentiel économique du continent.

L'étude prévoit que les niveaux d'emploi resteront bien en dessous des niveaux pré-pandémiques pendant au moins les deux prochaines années. Elle souligne que la participation de la population active aux États-Unis et en Europe reste à des niveaux historiquement bas, car beaucoup de ceux qui ont perdu leur emploi ou quitté le marché du travail pendant la pandémie n'y sont pas encore retournés.

« Les pénuries de main-d'œuvre dans les économies développées exacerbent les problèmes de chaîne d'approvisionnement et les pressions inflationnistes. Dans le même temps, la croissance de l'emploi dans les pays en développement reste faible, dans un contexte de progrès plus lents en matière de vaccination et de dépenses de relance limitées », note le rapport.

En conséquence, l'emploi devrait se redresser lentement en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes, et en Asie occidentale. Aussi, dans de nombreux pays, le rythme de création d'emplois n'est pas suffisant pour compenser les pertes d'emplois passées.

Dans ce contexte de faible reprise de l'emploi, le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté devrait rester bien au-dessus des niveaux pré-pandémiques et la pauvreté devrait encore augmenter dans les économies les plus vulnérables.

Les envois de fonds des travailleurs migrants à l'étranger vers leur pays d'origine sont de plus en plus importants pour les familles et l'économie au sens large.

Les envois de fonds des travailleurs migrants à l'étranger vers leur pays d'origine sont de plus en plus importants pour les familles et l'économie au sens large.

La pandémie a porté un coup dur aux efforts de réduction de la pauvreté mondiale en raison d'une croissance plus faible et la persistance des pertes d'emplois.

En outre, le rétablissement complet du produit intérieur brut par habitant au cours des prochaines années restera difficile pour de nombreux pays en développement. L'analyse prévoit que l'Afrique ainsi que l'Amérique latine et les Caraïbes connaîtront des écarts de 5,5% et 4,2%, respectivement, par rapport aux

projections pré-pandémie.

Ces écarts de production persistants vont exacerber la pauvreté et les inégalités et ralentir les progrès en matière de développement durable et de lutte contre le changement climatique.

En revanche, le PIB par habitant des économies développées, par rapport aux projections antérieures à la pandémie, devrait se rétablir presque complètement d'ici 2023.

Des niveaux plus élevés d'inégalités intra pays et entre les pays apparaissent comme une conséquence à plus long terme de la pandémie. La crise de la Covid-19 a, en particulier, aggravé les inégalités entre les sexes, notamment dans les pays en voie de développement, où l'emploi et la participation des femmes au marché du travail ont connu une baisse plus marquée.

Le soutien au travail domestique non rémunéré, y compris la garde des enfants, restera un facteur clé pour aider les femmes à réintégrer le marché du travail.

Une travailleuse domestique au Bangladesh a perdu son emploi en raison de la crise causée par la Covid-19.

La marge de manœuvre budgétaire limitée et les contraintes de financement auxquelles sont confrontés de nombreux pays en développement continuent de limiter la capacité des gouvernements à engager des dépenses liées à la pandémie, telles que le renforcement de la vaccination, de la protection sociale et de l'aide à l'emploi.

Parallèlement, les banques centrales ont commencé à retirer leur intervention économique face à la crise, dans un contexte de pressions inflationnistes croissantes. Bien que nécessaire, un retrait rapide des mesures de relance monétaire pourrait compromettre la fragile reprise.

Les programmes d'achat d'actifs ont permis de remédier aux difficultés financières et de soutenir la reprise au début de la crise. Toutefois, ils ont également accru les vulnérabilités financières mondiales et creusé les inégalités économiques.

La situation budgétaire et la dette sont particulièrement difficiles pour de nombreux pays en développement à faible revenu. Le poids insoutenable de la dette extérieure, les emprunts supplémentaires contractés pendant la pandémie et l'augmentation du coût du service de la dette ont conduit nombre d'entre eux au bord de la crise de la dette.

« Les autorités monétaires des pays développés devront accélérer et échelonner la réduction des achats d'actifs et de leurs bilans pour préserver la stabilité financière, maintenir le coût du service de la dette publique à un faible niveau, assurer la viabilité de la dette et éviter un assainissement budgétaire prématuré », a souligné le chef de la branche de surveillance économique mondiale et auteur principal du rapport, Hamid Rashid.

Source Unnews

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/282795-face-a-la-croissance-economique-mondiale-qui-stagne-lonu-appelle-a-faire-front-commun-et-ameliorer-les-politiques-financieres>



Radio Habana Cuba